Renoncer à exploiter le pétrole et le gaz dans les zones fragiles : initiatives et plaidoyers

jeudi 5 août 2010

Sommaire de cet article

- [Climat : l'Équateur renonce à l'exploitation de gisements pétroliers](#)
- [L'UICN appelle à l'arrêt immédiat de l'exploitation du pétrole et du gaz dans les zones \(...\)](#)
- [Déclaration de l'UICN sur la marée noire du golfe du Mexique](#)

Climat : l'Équateur renonce à l'exploitation de gisements pétroliers

Communiqué de l'ONU, 5 août 2010

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le gouvernement de l'Équateur ont signé cette semaine un accord historique destiné à renforcer la protection d'une zone riche en pétrole de l'Amazonie équatorienne.

Signé mardi par le ministre équatorien des Affaires étrangères, Patino Ricardo, et la Directrice adjointe du PNUD, Rebeca Grynspan, l'accord prévoit la création d'un Fonds d'affectation spéciale, en échange de l'engagement des autorités équatoriennes à ne pas exploiter 846 millions de barils de pétrole brut dans le sous sol du Parc national de Yasuni, un site classé « réserve mondiale de biosphère » par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) depuis 1989. Le Parc est situé dans la vallée du Haut Napo, dans la région ouest de l'Amazonie équatorienne et s'étend sur 982.000 hectares.

Le Fonds d'affectation spéciale sera alimenté par des contributions financières de gouvernements étrangers sollicités par l'Équateur pour devenir partenaires du projet visant à limiter l'exploitation des gisements pétroliers d'Ispingo-Tambococha-Tiputini. L'objectif est de trouver au moins 50% des quelque 7 milliards de dollars que l'exploitation du pétrole permettrait.

Cette initiative représente une contribution directe à la lutte contre le changement climatique. Elle évitera le rejet dans l'atmosphère de plus de 400 millions de tonnes de carbone, correspondant à la combustion du pétrole s'il était extrait.

« Nous avons encore à réunir les contributions financières pour que cette initiative devienne une réalité », a déclaré le vice-président équatorien, Lenín Moreno, présent à la signature de l'accord avec le PNUD. « Il faut que les pays industrialisés comprennent que, dans un esprit de responsabilité collective, nous avons fait un choix historique qui représente aussi un sacrifice pour notre pays », a-t-il ajouté.

Le PNUD administrera ce Fonds d'affectation spéciale, à travers son Bureau des fonds d'affectation spéciale multi-donateurs, un organe spécialisé qui est déjà responsable de la gestion de plus de 30 fonds dans 74 pays.

- Plus d'informations (en anglais) : <http://mdtf.undp.org/yasuni>

L'UICN appelle à l'arrêt immédiat de l'exploitation du pétrole et du gaz dans les zones fragiles

Communiqué de l'Union internationale pour la conservation de la nature, 7 juin 2010

Suite à la marée noire catastrophique causée par l'explosion de Deepwater Horizon dans le golfe du Mexique, l'UICN (Union internationale de conservation de la nature) appelle à une suspension mondiale de l'exploitation du gaz et du pétrole dans les zones écologiquement sensibles, notamment les sites en eaux profondes et les régions polaires.

Dans une déclaration officielle, l'organe d'exécution de la plus ancienne et de la plus vaste organisation mondiale de conservation de la nature a souligné que la demande croissante d'énergie nous pousse à aller chercher celle-ci dans des environnements toujours plus difficiles, augmentant ainsi le risque de coûteux accidents. Mais la facture est bien trop lourde pour les moyens d'existence des populations et les écosystèmes qui les font vivre.

« Actuellement, nous ne possédons pas la technologie capable de minimiser les risques et les impacts de catastrophes comme celle de la marée noire de Deepwater Horizon » affirme la directrice-générale de l'UICN, Julia Marton-Lefèvre. « Notre compréhension des impacts d'un tel désastre est insuffisante, et c'est pour cela que nous devons mettre un terme à l'exploitation du pétrole et du gaz - pas seulement sur les sites en eaux profondes, mais dans toutes les régions écologiquement sensibles, y compris les régions polaires ».

Selon cette déclaration, signée par Mme Marton-Lefèvre et le Président de l'UICN Ashok Khosla, on peut d'ores et déjà prévoir avec certitude, alors que six semaines se sont écoulées depuis l'explosion, que les dommages écologiques et sociaux de cette marée noire seront encore plus importants que ceux provoqués par le naufrage du Exxon Valdez, en 1989.

Lorsque le pétrole atteindra les côtes, il souillera les prairies côtières et sous-marines qui sont des nourriceries vitales pour les crevettes et qui hébergent une grande quantité d'animaux et de plantes. Environ 90 pour cent des fruits de mer du golfe du Mexique sont produits dans les marais de Louisiane, du Mississippi et d'Alabama. On estime que plus de 130 000 emplois aux États-Unis sont directement menacés par la marée noire. Le coût immédiat pour l'économie de la Louisiane a été estimé à plus de 4 milliards de dollars US mais le coût réel, en incluant la destruction des écosystèmes et des moyens d'existence, sera bien plus élevé. Par ailleurs, d'autres états des Caraïbes, comme le Mexique, Cuba, les Bahamas et même les Bermudes, seront probablement touchés par la marée noire dans les mois à venir.

« C'est aujourd'hui que nous devons commencer notre transition vers les énergies propres du futur. Nous devons intensifier l'investissement dans la recherche et le développement sur les technologies propres et l'efficacité énergétique » insiste Ashok Khosla, Président de l'UICN. « Nos économies doivent de plus en plus réduire leur empreinte carbone. Toutes les solutions énergétiques, même les sources d'énergie entièrement renouvelables, ont des conséquences sur l'environnement, aussi il convient de mettre en œuvre des stratégies énergétiques globales qui prennent activement en compte la biodiversité et les impacts sur les moyens d'existence. »

Nous ne pouvons continuer à fonctionner ainsi. La nature mondiale du problème appelle à une action collaborative entre les pays, l'industrie et la société civile. Nous demandons donc instamment au secteur énergétique de se joindre à nous pour créer de nouvelles formes d'organisation économique et d'avancée technologique, et encourager la mise en œuvre de réglementations nationales plus contraignantes.

- Communiqué publié sur le [site de l'IUCN](#)

Déclaration de l'UICN sur la marée noire du golfe du Mexique

7 juin 2010

Poussés par une demande croissante, nous allons chercher notre énergie dans des environnements toujours plus difficiles, présentant un risque de catastrophe plus élevé. Mais la facture est bien trop lourde pour les moyens d'existence des populations et les écosystèmes. En outre, nous ne possédons pas la technologie capable de minimiser les risques et les impacts de catastrophes comme celle de la marée noire de Deepwater Horizon, dans le golfe du Mexique. Notre compréhension des écosystèmes marins et des impacts de tels désastres sur le court et le long terme est insuffisante. Tant que nos connaissances ne s'amélioreront pas de manière significative et que des mesures de sauvegarde indispensables ne seront pas mises en place, l'UICN appelle à une suspension mondiale de l'exploitation du pétrole et du gaz dans les régions écologiquement sensibles, notamment les sites en eaux profondes et les régions polaires.

Six semaines après l'explosion ayant causé la marée noire dans le Golfe, il ne fait aucun doute que les dommages écologiques et sociaux seront énormes. Le pétrole a atteint les côtes et souillé les prairies côtières et sous-marines, et continuera à détruire ces écosystèmes - par ailleurs nourriceries vitales pour les crevettes et habitats de nombreux autres animaux et plantes. Environ 90 pour cent des fruits de mer du golfe du Mexique sont produits dans les marais de Louisiane, du Mississippi et d'Alabama. On estime que plus de 130 000 emplois aux États-Unis, notamment les pêcheurs et les professionnels du tourisme, sont directement menacés par la marée noire. Le coût immédiat pour l'économie de la Louisiane a été estimé à plus de 4 milliards de dollars US mais le coût global, en incluant la destruction des écosystèmes et des moyens d'existence, sera bien plus élevé. En outre, d'autres états des Caraïbes, comme le Mexique, Cuba, les Bahamas et même les Bermudes, seront probablement touchés par la marée noire dans les mois à venir.

Les images actuelles des espèces et des écosystèmes touchés illustrent, de façon frappante, les conséquences immédiates de la marée noire, néanmoins les effets à long terme de cette catastrophe seront bien plus nocifs. En effet, des agents dispersants chimiques sont utilisés à une échelle sans précédent pour endiguer la nappe de pétrole dans le Golfe, et sont injectés dans les eaux profondes bien que l'on ne possède aucune vision claire de leur impact global. Les effets toxiques de ces dispersants perdureront longtemps dans la chaîne alimentaire, surtout chez les espèces sensibles comme les habitants des grandes profondeurs et le plancton.

Le pétrole et le gaz à bas prix et facilement accessibles ont donné à un grand nombre de personnes des choix et une liberté inconnus jusqu'alors. Cependant, notre dépendance exagérée aux énergies fossiles nous a coûté cher - pollution de l'air et de l'eau, changements rapides dans l'utilisation des sols, surexploitation des mers, augmentation des émissions de gaz à effet de serre et changement climatique. C'est aujourd'hui que nous devons commencer notre transition vers les énergies propres du futur. Nous devons intensifier l'investissement dans la recherche et le développement sur les technologies propres et l'efficacité énergétique. Nos économies doivent passer rapidement à des sources d'énergies renouvelables, et prendre activement en compte la biodiversité et les impacts sur les moyens d'existence.

Détourner nos économies de leur dépendance aux énergies fossiles ne sera pas facile et ne se fera pas en un jour, mais nous ne pouvons continuer à fonctionner ainsi. L'ampleur mondiale du problème appelle à une action collaborative entre les pays, l'industrie et la société civile. Nous demandons donc instamment au secteur énergétique de se joindre à nous pour créer de nouvelles formes d'organisation économique et d'avancée technologique, et encourager la mise en oeuvre de réglementations nationales qui favorisent dans chaque secteur la durabilité et l'équité, garantissent des conditions de vie basiques pour tous, et permettent à notre planète, notre seul foyer, de s'épanouir dans toute sa diversité.

Julia Marton-Lefèvre
Directrice-générale de l'UICN